



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Éducation / Académie / Collèges/ Parents d'élèves / Affectation

"Affectation en classe de sixième: le rectorat de Paris va-t-il respecter le Code de l'Éducation?"

« Trop d'élèves, manque de place dans les collèges » dit l'Académie de Paris.

Les parents d'élèves sont inquiets, exaspérés et en colère. La FCPE Paris ne jouera pas le rôle du complice muet de la faillite du système mis en place à Paris pour le passage du CM2 à la 6^{ème}.

Déjà en 2010, des dizaines d'élèves n'ont pas été affectés dans leur collège de secteur. Au mépris du code de l'éducation, des collèges ont refusé d'inscrire des enfants qui relevaient pourtant de leur secteur. Certaines familles ont reçu un courrier laconique de l'académie les informant que leur enfant devait finalement être changé de collège.

Ce chaos va t-il se répéter cette année ?

Depuis juillet dernier nous alertons et suivons de près les travaux réalisés d'abord par la Ville pour modifier les secteurs des collèges pour qu'ils correspondent mieux aux évolutions démographiques de quartiers et maintenant par l'académie pour réaliser les affectations.

Aujourd'hui, la ville et l'académie identifient une vingtaine de collèges avec des difficultés potentielles. L'académie a donné une conférence de presse le 25 mai dernier avec des propos qui n'étaient qu'une justification par avance des difficultés à venir en constatant "Une marge d'incertitude de 2000 élèves" que le rectorat de Paris "essaye d'anticiper" a précisé Claude Michellet, Directeur de l'académie. Rappelons que les enfants qui rentrent en 6^{ème} ont 11 ans et ne sont pas scolarisés d'hier, ce qui ce qui en dit long quant à la volonté réelle d'anticiper !

Mais surtout, on aimerait que l'académie réussisse l'exercice d'affectation et ne se contente pas « d'essayer ».

Rappelons que le BabyBoom des années 2000, qui arrive au collège, correspond au démarrage d'une période de forte natalité qui n'a pas cessé aujourd'hui : les années avec le plus grand nombre de naissances ont été 2006 et 2010. Il ne s'agit donc pas de mettre des rustines pour 2 ou 3 ans... « Ni d'essayer » !

Il est impératif de proposer pour la prochaine rentrée, et à l'avenir, des conditions d'entrée en 6^{ème} acceptables pour tous les enfants.

Dans les secteurs en tension, la ville a identifié des locaux pour pouvoir ouvrir des classes.

On peut donc (et c'est une nécessité) élargir les capacités d'accueil des collèges mais alors que 16000 postes sont supprimés en France cette année, et autant l'année prochaine, aura-t-on des enseignants pour ces élèves ?

Dans ce contexte, les collèges doivent d'abord inscrire les élèves de leur secteur avant d'accepter le premier élève en dérogation ! La FCPE Paris sera particulièrement vigilante sur ce point.

La FCPE Paris n'acceptera pas non plus que les classes soient remplies à 30 élèves et plus, finissant de dégrader les conditions de scolarisation au collège qui souffre déjà d'une mauvaise image. L'assouplissement de la carte scolaire a signé la constitution de collèges ghetto dont les familles ne veulent pas. Les effets perniciose de cette situation sont évidents et ne doivent inviter qu'à une chose : l'académie doit mettre les moyens en regard des besoins dans les collèges et organiser une vraie mixité scolaire et sociale pour supprimer les collèges ghetto !

Jeudi 16 juin, les familles connaîtront l'affectation de leur enfant sur Internet ou auprès de leur directeur d'école. Elles disposeront alors de quelques jours pour s'inscrire dans le collège. Le code de l'éducation, c'est à dire le droit à être scolarisé dans son collège de secteur, doit être respecté ! Rendez-vous la semaine prochaine pour le vérifier à Paris.

FCPE Paris le 7 juin 2011

Code de l'éducation :

Article D211-10 : Le territoire de chaque académie est divisé en secteurs et en districts.

Les secteurs scolaires correspondent aux zones de desserte des collèges. Un secteur comporte un seul collège public, sauf exception due aux conditions géographiques.

Article D211-11

Les collèges et les lycées accueillent les élèves résidant dans leur zone de desserte.

L'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, détermine pour chaque rentrée scolaire l'effectif maximum d'élèves pouvant être accueillis dans chaque établissement en fonction des installations et des moyens dont il dispose.

Dans la limite des places restant disponibles après l'inscription des élèves résidant dans la zone normale de desserte d'un établissement, des élèves ne résidant pas dans cette zone peuvent y être inscrits sur l'autorisation de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, dont relève cet établissement.

**CONTACT PRESSE : Laure Aourir - 06 20 85 92 90 laure.aourir@fcpe75.org
Communiqués en ligne sur : http://www.fcpe75.org/n_rpresse.htm**